

Communiqué de presse

Pour un budget de Résistance et non un budget de Renoncement !

Vendredi 20 janvier 2012, lors du **Débat d'Orientation Budgétaire 2012**, nous avons débattu de nos propositions face à celles de l'**UMP-UVO**, inappropriées dans le contexte que connaît notre pays.

Lors de ce débat qui est intervenu **pour la 4ème année consécutive dans un contexte de crise financière**, économique et sociale engendrant une crise des finances publiques, nous avons rappelé la nécessité **pour notre département de proposer un budget de résistance**.

Un budget qui permette à notre collectivité d'organiser et de développer des services publics de plus en plus nécessaires pour un grand nombre de Valdoisiens qui subissent durement la crise. Pour se faire, il faut être attentif à notre fonctionnement, mutualiser nos moyens et innover dans nos modes de gestion, sans que cela ne se fasse au détriment des agents du Conseil général.

Nous devons prioriser nos investissements, dans ce sens nous avons fait des propositions concrètes, par ailleurs notre projet départemental 2011-2014 intègre ces contraintes budgétaires :

- **Affecter prioritairement** les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) supplémentaires aux aides d'investissements des communes pour **maintenir l'enveloppe de 50 millions €** annuels.
- **Réaliser une étude** sur la mobilisation d'un **emprunt populaire départemental**.
- **Veiller à la concentration** de l'effort financier sur les dépenses ayant un intérêt départemental direct en s'assurant du partage équitable de la charge des financements avec les partenaires, notamment avec l'Etat (logement, emploi, éducation et politiques sociales).
- **Conduire une réflexion** d'ensemble sur la mutualisation des services entre le Conseil général et les communes et EPCI.
- **Maintenir** le soutien au monde associatif, aux organismes associés ou partenaires, qui affrontent les difficultés quotidiennes des Valdoisiens.
- **Poursuivre** les recours contre l'Etat afin qu'il assume sa dette, **412 millions €** au 31 mars 2011.

L'UMP-UVO, contrairement à l'intérêt des Valdoisiens, effectue un mauvais diagnostic de la situation financière du département et aggrave la situation **en signant une convention avec l'Etat**, assimilable à une véritable mise sous tutelle de notre département. En contrepartie d'une **aide exceptionnelle** de 8,6 millions €, alors même que l'Etat avec « l'amendement LAFFINEUR » a déjà repris 7 millions €; **l'UMP-UVO a pour 1,6 million €** d'aide exceptionnelle acté de fait et remis en cause pour plus de **40 millions €** la réduction et la suspension des politiques de solidarité et les actions d'un service public de proximité menées par le Conseil général, notamment dans le cadre de la politique de la ville.

Comment accepter de tels choix qui mettent gravement en difficulté les Conseils généraux :

Alors que le manque à gagner total pour l'Etat des allègements et exonérations accordées depuis 2007 par le gouvernement est de près **de 400 milliards** (la dette à l'égard des Conseils généraux est de **6 milliards €**).

Pour sortir de la crise, ce n'est pas d'austérité dont nous avons besoin mais de re-dynamiser la croissance et donc d'injecter de « l'essence dans le moteur ». **C'est un budget de résistance**, équilibré, qui est nécessaire face à la crise et non un budget de soumission et de renoncement.

De plus, alors même que la situation sociale se dégrade mécaniquement par les effets de la crise et que tout augmente : les loyers, les transports, les produits d'alimentation, le chauffage, l'éducation, la santé et que le pouvoir d'achat des Valdoisiens se dégrade, **l'UMP- UVO envisage cyniquement une nouvelle augmentation des impôts en 2012.**

Rappelons que l'augmentation, +21% d'impôts déjà pratiquée en 2011 a rapporté 30 millions € au département, que les droits de mutations ont également augmenté de plus de 40 millions € supplémentaires : Quels ont été les bénéficiaires pour les Valdoisiens d'une telle décision ?!

Une nouvelle augmentation des impôts en 2012 nous apparaît comme **impossible et contraire** à l'intérêt des Valdoisiens.

Didier ARNAL, Président du Groupe - Val d'Oise Utile & Solidaire